

L'emploi dans la transition écologique

Déclaration du groupe de la CFE-CGC

Le groupe de la CFE-CGC constate, en premier lieu, que la notion de « transition écologique » souffre sans doute encore d'une absence de définition suffisamment commune et partagée. Le CESE apporterait donc une contribution essentielle en proposant une approche réellement holistique plutôt qu'une définition « mot à mot » de la notion : objectifs à atteindre, freins à surmonter, outils à mobiliser, financements à solliciter, modèles socioéconomiques à privilégier, éventuelles expérimentations à conduire, parties à associer et trajectoire à suivre pour faire de la France le pays de l'excellence environnementale et de l'exemplarité sociale tout en offrant des perspectives d'avenir aux générations futures.

En second lieu, la CFE-CGC pose très clairement la nécessité de faire le lien entre la transition écologique et la question des inégalités, tant territoriales que sociales. En effet, selon une idée assez répandue, nous serions contraints d'arbitrer entre le progrès écologique et le progrès social. Au contraire, la CFE-CGC considère que le renforcement mutuel de ces deux dimensions est non seulement souhaitable mais également possible. Pour la CFE-CGC, la « crise écologique » ne trouvera pas de solution si la réduction des inégalités sociales n'est pas considérée comme une priorité au moins aussi urgente que tous les objectifs écologiques.

Enfin, pour la CFE-CGC, la transition écologique n'est pas un scénario, c'est une orientation sociale et politique globale qui a surtout besoin de soutiens, de mobilisations, d'actions collectives. La réflexion sur l'acceptabilité sociale des réorientations est nécessaire. Il ne fait guère de doute que les modes de production et les modes de vie devront être profondément modifiés dans les années et décennies qui viennent. En ce sens, la CFE-CGC soutient pleinement l'avis du CESE lorsqu'il souligne que l'acceptabilité de la transition écologique par les salariés passe d'abord par le dialogue social.

Toutefois, cette approche du dialogue social par le CESE privilégie un angle très orienté vers les grandes entreprises et par grand secteur. Si les préconisations sont bien fondées, elles posent néanmoins la question de la participation du secteur des TPE/PME et, plus largement, de la participation directe des salariés à la transition écologique au-delà de leurs seuls représentants. Il conviendra de répondre à cette question pour atteindre un véritable partage des ambitions sur la nécessité absolue d'une réelle transition écologique.

En conclusion, pour le groupe de la CFE-CGC, la transition écologique est un projet porteur de sens et de valeurs pour la France. Différentes études montrent que la transition écologique est intensive en emploi, en particulier la transition énergétique. Alliée au développement de l'économie de la fonctionnalité et de l'économie circulaire, une telle transition pourrait entraîner la création nette d'emplois par nature non délocalisables et durables. A *contrario*, la priorité donnée aux

investissements dans ce secteur pourrait nuire au développement et à l'emploi d'autres secteurs faute de capitaux disponibles. De même, la transition écologique et les emplois associés ne se décrétant pas, il convient d'inviter l'Etat à être stratège et responsable en veillant à ce que toute politique mise en œuvre, notamment fiscale, soit adossée au maintien de la compétitivité du tissu économique et à la préservation du pouvoir d'achat, ce qui est de nature à soutenir l'emploi.

La CFE-CGC a voté l'avis